



# L'ESCLAVAGE MODERNE

Une brève étude sur la traite des êtres humains en Iran  
et le rôle de facilitateur des responsables du régime

Un rapport spécial de  
la commission des Femmes du  
Conseil national de la Résistance iranienne  
**Août 2018**





# L'ESCLAVAGE MODERNE

## UNE BRÈVE ÉTUDE SUR LA TRAITE DES ÊTRES HUMAINS EN IRAN ET LE RÔLE DE FACILITATEUR DES RESPONSABLES DU RÉGIME

LES FAITS ET CHIFFRES	2
QUI SONT LES VICTIMES DES GANGS D'ESCLAVAGE MODERNES ?	5
MOYENS ET MÉCANISMES D'ASSERVISSEMENT DES JEUNES FEMMES	6
RÔLE DES FONCTIONNAIRES DANS L'ESCLAVAGE MODERNE	8
L'APPLICATION DES PEINES AU SERVICE DES TRAFIQUANTS	9
RAPPORTS INTERNATIONAUX SUR LE TRAFIC DES ÊTRES HUMAINS EN IRAN	10
LE MOT FINAL	12



### L'esclavage moderne

Une brève étude sur la traite des êtres humains en Iran et le rôle de facilitateur des responsables du régime

Un rapport spécial de la commission des Femmes du Conseil national de la Résistance iranienne  
Août 2018

Copyright©2018 La commission des Femmes du Conseil national de la Résistance iranienne (CNRI)

Tous droits réservés.

Aucune partie de cette publication ne peut être reproduite, stockée dans un système de recherche documentaire ou transmise, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable de l'éditeur, ni être diffusée sous quelque forme de reliure ou de couverture autre que celle dans laquelle elle est publiée et sans qu'une condition similaire, incluant cette condition, soit imposée au nouvel acheteur.

ISBN: 978-2-35822-004-0

[women.ncr-iran.org/fr/](http://women.ncr-iran.org/fr/)  
@CNRIfemmes  
CNRI Femmes

**L**a misogynie et la corruption endémique sont inextricablement liées à l'existence du régime au pouvoir en Iran, et dont les femmes et les fillettes sont encore plus victimes que tout autre secteur de la société iranienne. L'un des aspects les plus tragiques de cette discrimination et de cette exploitation sexuelle est la traite tentaculaire des jeunes femmes et des filles à des fins d'esclavage moderne.

L'Assemblée générale des Nations Unies définit la traite des êtres humains comme « la réinstallation illégale et confidentielle de personnes à l'intérieur des frontières nationales, généralement en provenance de pays en voie de développement et de pays à économie instable, afin de tirer un avantage sexuel et économique des femmes et des filles au profit des usagers, des passeurs, des syndicats du crime et d'autres activités de contrebande, notamment les travaux domestiques forcés, la fabrication de mariage et d'enfants de conjoint et les emplois confidentiels. »

La traite des jeunes femmes et des filles d'Iran à des fins d'esclavage moderne, en particulier vers les pays arabes du golfe Persique, est une pratique courante. Ceci a été publiquement reconnu en 2008 par Hassan Abbassi, l'un des principaux théoriciens du régime clérical. Abbassi a critiqué le président sortant Mohammad Khatami, le ministre sortant du Renseignement Ali Younessi, le Conseil de détermination des intérêts de l'Etat, le Corps des gardiens de la Révolution, la milice du Bassidj, le juge en chef sortant Mahmoud Hachemi Chahrudi, ainsi que Mohammad Baqer Qalibaf, le commandant en exercice des forces de sécurité de l'État et actuel maire de Téhéran, pour avoir fait preuve d'irresponsabilité en matière de la traite catastrophique des jeunes femmes et filles iraniennes vers les pays arabes sans prendre la moindre mesure pour mettre un terme à cet esclavage moderne.

Hassan Abbassi a déclaré : « La situation de notre gouvernement islamique a atteint le point où nos filles chiites sont vendues aux enchères dans les Emirats arabes unis. »

De toute évidence, le régime intégriste des mollahs manque au maximum de transparence, en particulier en ce qui concerne les violations des droits des femmes et des questions telles que l'esclavage moderne. Le peu d'informations disponibles sur cette question témoigne d'une catastrophe d'une ampleur colossale.



## LES FAITS ET CHIFFRES

► En février 2003, il a été révélé que les femmes et les filles fugueuses, appréhendées et apparemment emmenées pour réhabilitation à la Maison verte de Karadj, étaient vendues à des bandes de trafiquants qui les emmenaient à l'étranger. La Maison verte de Karaj était liée aux autorités judiciaires et aux forces de police de Karadj et fonctionnait sous leur supervision. A l'époque, le quotidien public Hamchahri a rapporté que les filles âgées de 8 à 12 ans étaient vendues entre 300 et 800 dollars chacune.

► En 2004, une ONG soutenue par le régime,

l'Organisation pour la défense des victimes de la violence (ODVV), a rapporté que chaque mois, 45 jeunes femmes et filles iraniennes âgées de 16 à 26 ans étaient vendues à des personnes riches à Karachi, uniquement.

► Le 26 mai 2004, le quotidien semi-officiel Sharq écrivait : « Aujourd'hui, un groupe de garçons et de filles iraniens vont être vendus aux enchères à Fujairah, aux Emirats arabes unis. » La vente aux enchères avait été préparée depuis deux semaines lors d'une exposition internationale à Téhéran. Les rabatteuses ont choisi 54 des 286 filles iraniennes

alignées dans le stand d'un Etat arabe pour être envoyées dans les pays du Golfe et vendues aux enchères.

Après l'annonce de la nouvelle, le président sortant des mollahs, Mohammad Khatami, est sorti en opposant un démenti. Quelques jours plus tard, cependant, Mostafa Bin Yahya, le pilote de UAE Airlines, a révélé le contraire, ce qui a finalement conduit à son arrestation.

Bin Yahya, lui-même d'origine iranienne, a déclaré : « Chaque jour, neuf vols réguliers et 20 vols spéciaux (chacun) transportent en moyenne 10 à 15 jeunes Iraniennes d'Iran à Dubaï. La plupart

de ces filles viennent d'Abadan, Ahwaz, Zahedan, Tabriz et Kermanschah. Le plus grand pourcentage des filles vient de Téhéran et de Machad. » Bin Yahya a ajouté : « Chaque mois, les corps sans vie de 3 à 5 jeunes Iraniennes décédées sont ramenés chez elles. » Il a également révélé qu'étant donné l'importance de la traite des jeunes Iraniennes, un terminal séparé avait été officiellement attribué aux vols en provenance d'Iran.

► Dans une querelle entre les factions internes en septembre 2004, le mollah Kechani, membre du Conseil central de l'Ansarollah (un gang de miliciens) et rédacteur en chef de Yalessarat, a révélé : « Certains gangs de corruption... sont affiliés à des personnalités influentes dans la République islamique. Je suis prêt à le prouver pour qui le souhaite. Je peux fournir des documents. Dans certains cas, y compris la vente de filles aux Cheikhdoms de Dubaï, les agents impliqués sont des parents d'autorités [iraniennes]. Ils opèrent en toute impunité et avec l'assurance qu'aucun organisme ne les en empêchera. Ils reçoivent entre 12 et 15 millions de tomans au moins pour chaque Iranienne qu'ils vendent aux Cheikhs arabes. »

► On Le 4 octobre 2005, la télévision d'Etat a diffusé une conférence de presse de l'ancien président du parlement des mollahs, Gholam-Ali Haddad Adel. Un journaliste de la télévision lui a demandé : « Dans l'exposition, vous avez pu voir, et nous en avons tous été témoins, d'un phénomène qui était auparavant nié par les autorités, le phénomène de tromper les filles pour les emmener dans les pays du Golfe ou celui d'ambassades étrangères qui profitaient des filles iraniennes, etc. Est-il rentable ou nuisible de nier ces choses ? » Haddad Adel a répondu : « Il est certain que nier la vérité n'est pas le moyen de résoudre ce genre

de problèmes. Mais il y a une différence entre nier la vérité et dire la vérité aux gens qui n'ont pas besoin de la connaître. » (Télévision publique iranienne, 4 octobre 2005)

► Le journal gouvernemental Jomhuri a également publié, le 5 février 2008, un article sur les nouveaux marchés pour les bandes de trafiquants d'êtres humains affiliés au régime iranien. Dans une nouvelle intitulée « Les femmes iraniennes dans les cabarets chinois », Jomhuri écrit : « Après les Cheikhdoms à Dubaï, la Chine est devenue la tanière de ces individus. »

► En avril 2009, le site Ham-Mihan a révélé que des filles iraniennes étaient vendues aux enchères en Inde pour un prix de 2 millions de tomans la nuit. Le site indiquait également que des Iraniennes étaient vendues dans les pays arabes. Ham-Mihan a ajouté : « Les filles iraniennes qui sont habituellement introduites clandestinement à Dubaï et aux Émirats arabes unis ont entre 10 et 17 ans. »

L'une des victimes a dit à Ham-Mihan : « Je suis devenue malheureuse à Dubaï. Aujourd'hui, j'ai une vie terrible. Beaucoup de mes amies avec qui nous étions à la vente aux enchères ont disparu et ne sont plus vivantes. »

► Le 2 octobre 2013, Mahmoud Sadeqi, chef de la police de l'immigration et des passeports, a laissé entendre à l'agence Mehr qu'il « ne dément pas... (que) des filles iraniennes ont été introduites clandestinement dans des pays arabes ». (Mehr Agence – 2 décembre 2013)

► Selon les informations rendues publiques en juillet 2017, un gang de trafiquants d'êtres humains a transféré plus de 800 filles hors d'Iran pour cet esclavage moderne. Le chef du gang était en fuite, selon le site [negah.org](http://negah.org), du 4 juillet 2017.



## QUI SONT LES VICTIMES DES GANGS D'ESCLAVAGE MODERNES ?

Les statistiques officiellement publiées par l'Organisation nationale de protection sociale à Téhéran indiquent que le nombre de fugueuses est en augmentation dans la capitale iranienne. Chaque année, environ 15 % des filles âgées de 14 à 18 ans fuguent de chez elles.

D'après ces statistiques, entre 2000 et 2003, quelque 22 000 enfants des rues, ont été arrêtés dans la capitale. Ces enfants sont généralement la proie des gangs de trafiquants d'êtres humains. D'autres statistiques indiquent que seulement 13 millions sur les 20 millions d'enfants admissibles à l'école primaire sont inscrits au ministère de l'Éducation. On suppose que les 7 millions d'enfants restants sont victimes de gangs de trafiquants d'êtres humains qui les livrent à l'esclavage moderne.

Aujourd'hui, l'âge moyen des femmes SDF et qui dorment dans la rue sur des cartons est tombé à 17 ans et comprend même des filles de moins de 15 ans. Les derniers chiffres indiquent qu'entre 3 et 7 millions d'enfants des rues en Iran ont été abandonnés, selon l'agence [Tasnim](http://Tasnim) du 27 septembre 2017. Dans des situations similaires

dans d'autres grandes villes, en particulier Machad et Chiraz, les enfants et les jeunes abandonnés sont de bonnes proies pour les gangs de trafiquants humains et sexuels.

En septembre 2017, une gardienne de la prison centrale d'une grande ville a révélé le sort amer des petites fugueuses qui se retrouvent en prison. S'exprimant sous l'anonymat, elle a déclaré : « Les filles incarcérées plusieurs fois sont de bonnes proies pour les trafiquants car elles n'ont personne pour les soutenir. Elles sont facilement dupées par des promesses creuses de vie en Occident et de quitter le pays. Beaucoup de jeunes fugueuses tombent facilement dans le piège des gangs d'esclavage la première fois qu'elles sont arrêtées et avant même que le tribunal ne rende son jugement. »

La gardienne de la prison a déclaré que l'absence de séparation des différentes catégories de détenues aggrave la situation et aide les gangs de trafiquants à repérer leurs victimes pour entrer en contact avec elles.

Elle a ajouté que « les femmes qui ont passé plus de dix ans en prison, ont leurs propres liens et contacts. Elles reçoivent des sommes



considérables qui leur permettent d'organiser des "dîners" dans une salle pour attirer les jeunes fugeuses et en faire des proies faciles. Ces filles sont immédiatement livrées à des gangs de trafic d'êtres humains. Parallèlement, d'influentes autorités carcérales donnent carte blanche aux meneurs de ces gangs de corruption et de prostitution. J'ai été personnellement témoin à maintes reprises que lorsque plusieurs femmes accusées de délits financiers ont appris l'existence de ces prisonnières de longue date et s'y sont opposées, elles ont été maltraitées et battues en coordination avec les gardiens de prison. » La gardienne a également révélé que « dans certains cas, ces filles disparaissent après leur première comparution devant le tribunal. J'ai même vu le juge disculper les filles et les emmener avec lui, sans que personne n'ait aucune information sur leur sort des filles ». Citant ses collègues d'autres grandes villes, cette gardienne a ajouté qu'il y avait une situation semblable dans les prisons centrales d'autres villes. ([salamatnews.com](http://salamatnews.com), 15 septembre 2017)

**Les trafiquants repèrent généralement des jeunes femmes et filles parmi les familles indigentes.**

**Ensuite, ils se font passer pour de riches prétendants de Zahedan (capitale de la province du Sistan-Balouchistan) qui souhaitent épouser leurs filles.**

**Après avoir épousé les filles, ils les font passer clandestinement dans les bordels de Quetta, Karachi, etc.**

**Certaines de ces femmes n'arrivent jamais à destination en raison des conditions de transfert difficiles et leurs corps sont jetés à la mer.**



**UNE VICTIME EST CACHÉE DANS LE TABLEAU DE BORD D'UNE VOITURE**

Parfois, les victimes meurent avant d'arriver à destination en raison de conditions difficiles pendant le transfert à travers la frontière.

## MOYENS ET MÉCANISMES D'ASSERVISSEMENT DES JEUNES EMMES



« Dans les régions pauvres de notre pays, comme la province du Khorassan du sud, de nombreuses familles poussent leurs filles dans ce piège, pensant qu'elles vont se marier officiellement », a déclaré [Shahla Mo'azzami-pour](#), professeur à l'université de Téhéran. « Il s'agit de mariages forgés de toutes pièces, après quoi les filles sont envoyées dans les pays du Golfe Persique ou au Pakistan », a-t-elle ajouté. Mo'azzami-Pour a également parlé des offres d'emploi qui sont utilisées par les bandes de trafiquants pour attirer leurs proies. « Il y a des annonces derrière lesquelles il y a d'autres buts, mais certaines personnes naïves sont dupées. » Selon Mo'azzami-Pour, « les trafiquants dupent les jeunes femmes et les jeunes filles à la recherche d'un emploi ; ils cachent les filles dans la soute des navires et les font passer clandestinement dans des conditions horribles. Parfois, ces femmes n'arrivent jamais à destination en raison de conditions de transfert difficiles. Parfois, elles sont jetées à la mer. »

Retirer les passeports des victimes, les emprisonner chez elles, les isoler du monde extérieur et les endetter davantage sont quelques-unes des méthodes utilisées pour contraindre les jeunes femmes et les filles à l'esclavage sexuel. Elles travaillent de 16 à 18 heures et sont exposées au sida et à d'autres maladies vénériennes dangereuses.

Une autre experte sociale, Sulmaz Sharif, a évoqué la pratique courante de la traite des femmes et des filles dans les provinces de Khorassan et Sistan-Balouchistan, ainsi qu'en Afghanistan et au Pakistan.

Mme Sharif souligne que « les trafiquants identifient ces jeunes femmes et filles généralement parmi les familles indigentes.

Ensuite, ils se font passer pour de riches prétendants de Zahedan (capitale de la province du Sistan-O Baluchistan) qui souhaitent épouser leur fille. Après avoir épousé les filles, ils les font passer clandestinement dans les bordels de Quetta, Karachi, etc.

Selon ses conclusions, les bidonvilles autour de Machad (capitale de la province de Khorasan-Razavi dans le nord-est de l'Iran) sont parmi les régions où ce phénomène (la traite des jeunes femmes) est endémique. » ([Miyana.com](#), 12 septembre 2011)

Selon Sulnaz Sharif, les victimes sont introduites clandestinement de deux façons. Un certain nombre d'entre elles sont officiellement mariées en échange d'une somme d'argent payée à leur famille et sont ensuite passés clandestinement par la frontière. Les autres sont enlevées ou trompées par des membres de gangs et sorties clandestinement du pays sans la permission de leur père.

Dans d'autres cas, les trafiquants d'êtres humains trompent les familles rurales, en particulier celles qui ont un malade incurable. Ils dupent le père en lui disant que sa fille deviendra indépendante, capable de gagner sa vie et que dans un avenir proche, elle les soutiendra financièrement aussi. De cette façon, ils obtiennent la permission du père d'acheter sa fille.

Au début, les victimes ne savent pas qu'elles font l'objet d'un trafic. Ce n'est que quelques jours après leur mariage qu'elles sont forcées, par intimidation ou tromperie, de se rendre dans la région frontalière et de quitter le pays. Les filles n'ont aucun moyen de s'en sortir car elles sont tout le temps gardées prisonnières.

Une victime de 22 ans, qui avait été forcée d'épouser un trafiquant afghan et qui est actuellement mère de quatre enfants, affirme que

son beau-frère la violait en l'absence de son mari et qu'il est le père de l'un de ses enfants. Il l'avait menacée de la tuer si elle disait quoi que ce soit à son mari ou à quelqu'un d'autre !

Les victimes sont également des enfants cachés quelque part jusqu'à ce qu'elles atteignent la puberté. Ensuite, elles sont mises en vente sur les marchés de l'Inde ou du Moyen-Orient.

Dans des pays comme les Emirats arabes unies et le Pakistan, les filles sont vendues lors de cérémonies appelées "Halfa" à l'occasion de l'Aïd al-Fitr ou de l'Aïd al-Adha. Si une fille n'est pas achetée par un acheteur spécifique, elle est forcée de se prostituer dans des clubs et des cabarets.

Des [photos](#) publiées en 2001 montrent des femmes coincées dans le tableau de bord de voitures et introduites clandestinement dans des pays comme Dubaï. D'autres informations indiquent que des femmes sont détenues dans la soute d'un navire pendant plusieurs semaines vers leur destination. D'autres reçoivent de fausses cartes d'identité obtenues par les trafiquants auprès des autorités auxquelles ils sont liés, selon le site [Negah.org](#) du 17 octobre 2017.

Voici les [observations d'un visiteur à Dubaï](#) au sujet d'une des victimes de la traite des femmes : « beaucoup de victimes finissent dans un hôtel bon marché dans le quartier de Dar-ol-Mubarak. La plupart de ces hôteliers sont Iraniens, mais ils n'acceptent pas de touristes iraniens. Un jour, je me suis réveillé tôt et je suis allé dans la cour pour faire ma gymnastique matinale. Là, j'ai entendu pleurer. Je suis allé vers les pleurs et j'ai trouvé une jeune femme. Quand elle s'est levée pour s'éloigner de moi, j'ai remarqué qu'une partie de son pantalon blanc dans le dos était tachée de sang. Je lui ai demandé : « Vous êtes blessée ? Mais elle était trop nerveuse et pleine de haine pour répondre. J'ai attendu qu'elle se calme un peu et je lui ai demandé : "c'est quoi tout ce sang ?" Elle m'a expliqué : "Ces salauds m'ont fait tout ce qu'ils voulaient... Ils ont choisi cet endroit comme cendrier. Depuis hier soir jusqu'à il y a à peine une heure, quand j'ai perdu connaissance, ils ont éteint leurs cigarettes sur mon corps. Quand je suis revenue à moi, j'ai découvert qu'ils étaient partis sans me payer. " J'ai demandé : "Pourquoi ne pas porter plainte à la police ? " Elle a souri amèrement : "Quelle plainte ? Je n'ai pas de passeport. La police me renverrait en Iran par le premier bateau. Qu'est-ce que je peux faire en Iran ? Est-ce que ma famille me reprendra ? Est-ce que quelqu'un me soutiendra ? " »



## LE RÔLE DES FONCTIONNAIRES DANS L'ESCLAVAGE MODERNE

**L**ors des querelles entre les factions du régime iranien, il a été révélé que l'ancien commandant de la police de la province de Téhéran, Reza Zare'i, avait participé au lancement et à la gestion d'une maison close en recrutant des femmes et des fugueuses qu'il devait sauver. L'ancien commandant de police, Ismail Ahmadi Moghaddam, est toutefois intervenu dans l'affaire pour en minimiser l'impact.

Zare'i a été libéré sous caution peu de temps après, sous prétexte qu'il n'y avait pas suffisamment de documents pour l'incriminer, alors que les publications de la faction rivale faisaient état d'au moins 80 plaignants et de nombreux enregistrements audio et vidéo qui l'incriminaient. (Radio Farda, 20 août 2004) En automne 2006, le chef d'Interpol en Iran a affirmé que, selon ses estimations, des milliers d'Iraniennes étaient vendues chaque année pour le commerce sexuel. Il a déclaré que la traite des jeunes femmes et des filles vers les pays voisins était l'une des activités les plus lucratives en Iran, menée avec le feu vert et la complicité des autorités du pays. Il a ajouté que des autorités gouvernementales étaient personnellement impliquées dans l'achat, la vente et le harcèlement

sexuel de jeunes femmes et de jeunes filles. (Site [Miyawali.com](http://Miyawali.com), le 12 septembre 2001) Un autre rapport en 2003 avait révélé qu'à la suite du séisme qui avait ravagé la ville historique de Bam (dans la province de Kerman dans le sud de l'Iran), des orphelines avaient été enlevées et emmenées dans un marché bien connu à Téhéran pour y être vendues à des marchands iraniens et étrangers. ([Agence Fars](http://Agence Fars), le 12 avril 2012) Le 8 juin 2008, le site Al-Malaf publiait un article citant un rapport du département d'État américain qui indiquait que le régime iranien était en tête de liste des pays de la traite des êtres humains. Al-Malaf écrivait : « l'islam propagé par Khomeiny et ses héritiers, c'est-à-dire l'islam du régime iranien, a ravivé l'ère de l'ignorance où les êtres humains étaient achetés et vendus. Les plus hauts niveaux du système dirigeant iranien sont impliqués dans la traite des êtres humains. On peut par exemple désigner le fils de Rafsandjani comme l'un des meneurs. » Trois jours plus tard, Abbas Palizdar, secrétaire de la Commission d'enquête et d'examen du pouvoir judiciaire au Parlement, confirmait que Mehdi Hachemi-Rafsandjani était impliqué dans un trafic sexuel.



## L'APPLICATION DE LA LOI AU SERVICE DES TRAFIQUANTS D'ÊTRES HUMAINS

**L**e régime iranien a été classé dans la catégorie 3 des pays qui ne prennent aucune mesure efficace pour prévenir la traite des personnes ou punir ses auteurs. Les données disponibles limitées à cet égard confirment la véracité de cette classification.

Citant un responsable judiciaire, le quotidien gouvernemental Iran rapportait le 25 décembre 2005 qu'un « individu qui gagne au moins 15 millions de tomans par vente de fille est condamné à une amende de seulement 300 000 tomans, et se fait immédiatement libéré après avoir payé l'amende. » « Aujourd'hui, l'un des principaux problèmes des victimes de la traite des êtres humains en Iran est la régularité de la procédure et les diverses peines qui sont aussi infligées aux victimes, car elles sont accusées de fugue, de relations sexuelles illicites et même d'avoir discrédité "la République islamique sacrée" en lui portant un coup sur le plan international. Les victimes sont donc punies en conséquence. C'est pourquoi les victimes de la traite des êtres humains n'osent même pas se battre pour leurs droits humains et juridiques fondamentaux. » ([Salamatnews.com](http://Salamatnews.com), 15 septembre 2017)

Mir-Mohammad Sadeqi, directeur du Groupe sur les Châtiments et la Criminologie de l'université Behechti de Téhéran, déclarait le 19 octobre 2016 : « nous avons des problèmes pour défendre les femmes. Dans les cas où elles prennent des mesures contre les agressions sexuelles et réagissent contre leurs agresseurs, elles sont punies par la loi du Talion. Aujourd'hui, la traite des femmes s'est transformée en un commerce d'un milliard de dollars avec d'énormes profits. Parfois, les femmes impliquées sont désespérées. Manquant de discernement et trompées par diverses fausses promesses, elles tombent dans les pièges tendus par les trafiquants. » ([farsi.alarabiya.net](http://farsi.alarabiya.net), 19 octobre 2016)

Des femmes (en bas) et des enfants iraniens (au milieu) sont introduits clandestinement dans les pays arabes du golfe Persique (en haut) pour travailler comme esclaves.



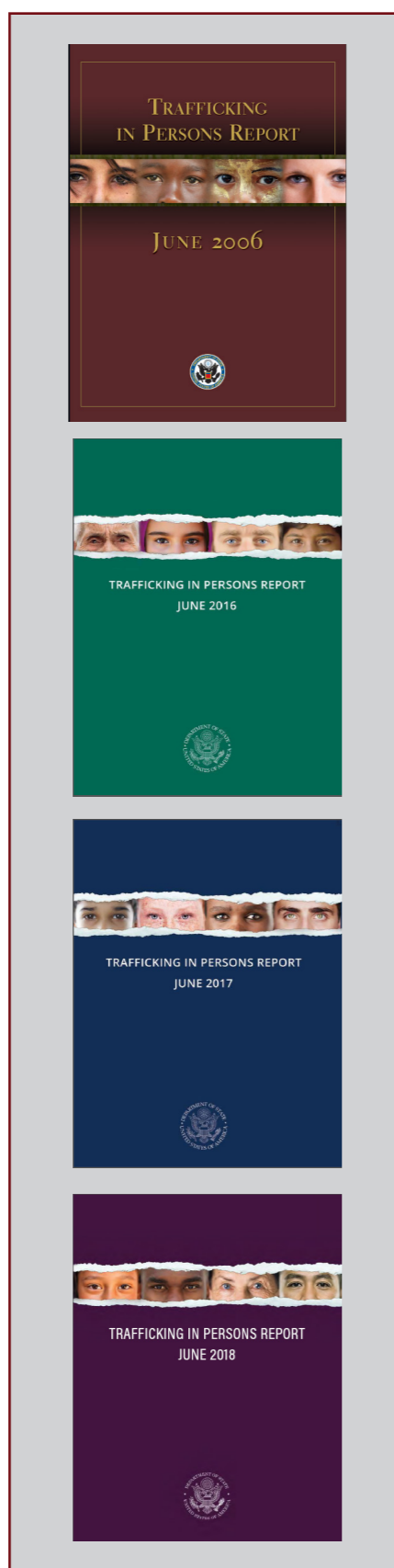
# RAPPORTS INTERNATIONAUX SUR LA TRAITE DES ÊTRES HUMAINS EN IRAN

[L'Indice mondial de l'esclavage 2018](#) a classé l'Iran parmi « les 10 pays où l'esclavage moderne est le plus répandu ». Selon cet indice, l'Iran fait également « l'objet de diverses résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU reflétant la gravité et le caractère extrême de la situation qui y règne ».

[Le département d'État américain](#) classe depuis 2006 le régime iranien dans la catégorie 3 des pays impliqués dans la traite des personnes. Les pays de cette catégorie ne se conforment pas pleinement aux normes minimales et ne font pas d'efforts importants pour s'y conformer, contrairement aux pays de la catégorie 2 qui font des efforts importants pour s'y conformer.

Selon [le rapport 2016 du département d'État américain](#) sur la traite des personnes (TIP), « l'Iran est un pays source, de transit et de destination pour les hommes, les femmes et les enfants soumis au trafic sexuel et au travail forcé. Il est difficile d'obtenir des informations précises sur la traite des êtres humains en Iran... Une augmentation du transport de filles en provenance et à destination d'autres États du Golfe à des fins d'exploitation sexuelle a été signalée entre 2009 et 2015 ; pendant la période considérée, les réseaux iraniens de traite ont soumis des jeunes Iraniennes à la traite sexuelle dans les bordels de la région du Kurdistan irakien... À Téhéran, Tabriz et Astara, le nombre de jeunes filles victimes de traite sexuelle continue à augmenter ».

Le TIP de 2016 note que « les tribunaux iraniens n'accordent au témoignage légal des femmes que la moitié du poids accordé au témoignage des hommes, ce



qui limite l'accès des femmes victimes de la traite à la justice. En outre, les femmes victimes d'abus sexuels, y compris celles de la traite sexuelle, font l'objet de poursuites pour adultère, qui est défini comme des relations sexuelles hors mariage et est passible de la peine capitale. Le gouvernement n'a pas fourni de statistiques sur les enquêtes, les poursuites ou les condamnations des auteurs de la traite. Le gouvernement n'a pas non plus fait état d'enquêtes, de poursuites ou de condamnations de responsables complices d'infractions liées à la traite des personnes, en dépit des informations selon lesquelles cette complicité était répandue. »

Dans une autre partie, le TIP de 2016 dit : « le gouvernement iranien ne satisfait pas pleinement aux normes minimales pour l'élimination de la traite et ne fait pas d'efforts significatifs en ce sens. Comme lors des périodes précédentes, le gouvernement n'a pas partagé d'informations sur ses efforts de lutte contre la traite des personnes. Les informations publiques provenant d'ONG, des médias, d'organisations internationales et d'autres gouvernements indiquent que le gouvernement iranien ne prend pas de mesures significatives pour s'attaquer à son vaste problème de traite, en particulier en ce qui concerne la protection des victimes de la traite. »

Dans son [rapport de 2017 sur la traite des personnes](#), le département d'État américain déclare que « le gouvernement iranien ne satisfait pas pleinement aux normes minimales pour l'élimination de la traite et ne fait pas d'efforts significatifs pour

y parvenir ; par conséquent, l'Iran est resté au niveau 3... Les informations publiques des ONG, des médias et des organisations internationales indiquent que le gouvernement ne s'est pas engagé de façon significative dans le règlement du problème étendu de la traite. Les victimes de la traite restent très vulnérables aux sanctions, y compris la peine de mort, pour les actes illégaux commis en conséquence directe d'avoir été victimes de la traite. »

Dans une autre partie, on peut lire : « Le gouvernement n'a pas fourni de statistiques sur les enquêtes, les poursuites ou les condamnations des trafiquants. Il n'y a aucune preuve que le gouvernement ait tenu des autorités complices responsables d'infractions liées à la traite des personnes, malgré les nombreux rapports faisant état de la complicité présumée de responsables iraniens dans le recrutement forcé et l'utilisation d'Afghans au combat. Le gouvernement n'a pas déclaré avoir donné de formation à ses responsables en matière de lutte contre la traite des personnes. »

Le rapport de 2017 poursuit : « le gouvernement continuerait de punir les victimes de la traite des personnes pour des actes illégaux commis en conséquence directe de la traite, comme l'adultère, la prostitution et l'immigration illégale. Le gouvernement n'a pas fait de distinction entre les victimes de la traite, les demandeurs du statut de réfugié et les immigrants sans papiers, et il a placé les victimes étrangères de la traite dans des centres de détention et des prisons en attente d'expulsion, où certaines ont subi de graves sévices physiques qui ont parfois entraîné la mort. »

Dans la section intitulée Profil de la traite, [le TIP 2018](#) écrit à propos de l'Iran : « comme on l'a signalé au cours des cinq dernières années, l'Iran est un pays source, de transit et de destination pour les hommes,

**Certaines Iraniennes qui cherchent un emploi pour subvenir aux besoins de leur famille en Iran, ainsi que les jeunes femmes et filles qui fuient leur foyer, sont vulnérables au trafic sexuel.**

**Le recours à des mariages « temporaires » ou « à court terme », d'une durée d'une heure à une semaine, à des fins d'exploitation sexuelle commerciale, serait répandu en Iran.**

*- TIP 2018 du département d'Etat américain*

les femmes et les enfants soumis au trafic sexuel et au travail forcé. Les femmes, les garçons et les filles iraniens sont vulnérables à la traite en Iran, en Afghanistan, dans la région du Kurdistan irakien (IKR), au Pakistan, en Turquie, aux Émirats arabes unis (EAU) et en Europe. En 2016 et 2017, on a signalé une augmentation du nombre de jeunes Iraniennes prostituées à Dubaï ; certaines sont victimes de la traite des personnes et sont aux prises avec la confiscation des passeports et des menaces de violence. Des informations suggèrent que les Iraniennes sont également vulnérables au trafic sexuel en Turquie, en particulier dans les villes proches de la frontière iranienne.

« Des reportages parus dans les médias en 2015 et 2016 indiquaient que de jeunes Iraniennes étaient victimes de la traite à des fins sexuelles dans des maisons closes de l'IKR, en particulier à Soleimanieh ; dans certains cas, cette exploitation a été facilitée par les réseaux

iraniens de traite...

« Certaines Iraniennes qui cherchent un emploi pour subvenir aux besoins de leur famille en Iran, ainsi que les jeunes femmes et filles iraniennes qui fuient leur foyer, sont vulnérables au trafic sexuel. Le recours à des mariages "temporaires" ou "à court terme", d'une durée d'une heure à une semaine, à des fins d'exploitation sexuelle commerciale, serait répandu en Iran. Selon certaines informations, la police et d'autres autorités iraniennes, des religieux et des parents de victimes seraient impliqués dans la traite sexuelle ou fermeraient les yeux sur ces délits. Selon un universitaire régional, les réseaux de trafiquants utiliseraient Chiraz, en Iran, comme point de transit pour amener des jeunes filles azéries de la province d'Azerbaïdjan aux EAU à des fins d'exploitation commerciale sexuelle.

Au sujet de l'exploitation des enfants, y compris des fillettes, le TIP 2018 explique que « les enfants des rues en Iran sont très vulnérables à la traite. Le nombre d'enfants travaillant dans les transports, le ramassage des ordures et des déchets, les briqueteries, la construction et l'industrie du tapis serait en augmentation ; ces enfants pourraient être exposés à des conditions de travail dangereuses et certains seraient vulnérables à la traite. Des groupes criminels organisés enlèvent ou achètent des enfants iraniens et migrants, en particulier des enfants afghans sans papiers, et les forcent à travailler comme mendiants et vendeurs ambulants dans les villes, y compris Téhéran. Ces enfants, qui peuvent n'avoir que trois ans, sont victimes d'abus physiques et sexuels et de toxicomanie. Des rapports indiquent que certains enfants sont également utilisés dans des activités illégales, telles que le trafic de drogue et la contrebande de carburant et de tabac. »

# LE MOT DE LA FIN

**N**on seulement le régime iranien ne prend pas de mesures importantes ou efficaces pour lutter contre la traite des personnes, mais il facilite les opérations des réseaux de trafiquants d'êtres humains puisqu'il profite grandement de l'esclavage sexuel dans le pays et à l'étranger. Ce rapport évoque brièvement l'implication d'autorités dans la traite des êtres humains à l'étranger. Mais voici aussi un exemple de la façon dont le régime profite de l'esclavage moderne pour ses intérêts politiques.

Le 13 décembre 2010, Al-Arabiya.net a publié un rapport basé sur un document révélé par WikiLeaks, indiquant que le régime des mollahs utilise les mariages temporaires dans le cadre de réception donnée aux chefs tribaux irakiens lors de leurs visites en Iran.

Selon ce document, un cheikh de tribu irakien a déclaré à un membre du personnel de l'ambassade des États-Unis à Bagdad : « Pour renforcer son influence en Irak, le gouvernement iranien nous donne des femmes dans des mariages temporaires à chaque brève visite que nous faisons en Iran. Après ma première visite en Iran, j'ai appris que tous les cheikhs qui étaient allés en Iran avaient bénéficié de mariages temporaires. »

Il y existe aussi des documentaires montrant des bordels de luxe établis par des personnalités influentes ayant des liens avec des autorités gouvernementales. Tout comme un gouvernement sain est la meilleure menace pour les gangs de trafiquants d'êtres humains, un gouvernement corrompu plongé dans le vol et le détournement de fonds est le meilleur allié et complice de leurs



opérations.

Le régime iranien ne dispose d'aucune loi solide pour criminaliser toutes les formes de traite des êtres humains et accorder une protection tangible aux victimes. L'Iran n'est pas partie au Protocole TIP de l'ONU de 2000 et le régime n'a pas ratifié la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée.

La particularité de la traite des êtres humains en Iran est que le régime en place est le premier bénéficiaire de ce crime organisé, tant sur le plan politique qu'économique, et que, de ce fait, on ne peut s'attendre à ce qu'il lutte contre l'esclavage moderne. En même temps, ce régime est le meilleur contributeur à l'esclavage moderne avec ses politiques dévastatrices qui ont ruiné les fondements économiques et industriels du pays, gaspillé les ressources et les richesses naturelles du pays, ruiné son environnement, ses rivières et ses lacs, et dilapidé des milliards dans les guerres en Syrie, Irak, Yémen, Liban, et dans l'exportation du terrorisme et de l'intégrisme dans le monde.

Comme la population est de plus

en plus pauvre, elle est confrontée à un chômage endémique et une inflation élevée. La pléthore de restrictions imposées aux femmes et aux filles au sein de la famille et de la société contribue également à leur fugue et en font les principales victimes des gangs de trafiquants d'êtres humains.

Comme le monde l'a vu, depuis décembre 2017 le peuple iranien s'est révolté contre le régime clérical et les femmes sont à l'avant-garde de ces protestations. Les organisations internationales qui défendent les droits des femmes et les organismes qui luttent activement contre la traite des personnes doivent exprimer leur préoccupation pour les victimes de l'esclavage moderne institutionnalisé avec l'appui du régime en Iran.

Il faut faire pression sur le régime iranien pour qu'il signe les conventions internationales protégeant les droits des femmes et des filles, ainsi que les protocoles et conventions contre la traite des êtres humains, y compris le Protocole de 2000 des Nations Unies sur la traite des personnes et la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée.



**STOP** À LA TRAITE DES  
ÊTRES HUMAINS EN IRAN

# L'ESCLAVAGE MODERNE

Une brève étude sur la traite des êtres humains en Iran  
et le rôle de facilitateur des responsables du régime

Un rapport spécial de  
la commission des Femmes du  
Conseil national de la Résistance iranienne  
**Août 2018**

 [women.ncr-iran.org/fr/](http://women.ncr-iran.org/fr/)

 @CNRIfemmes

 CNRI Femmes

